

Des chiffres et des femmes

par Bëa Ercolini

Le 8 mars, on m'envoie des roses. C'est sympa, mais il faudrait peut-être arrêter avec l'idée que la Journée internationale des droits des femmes, c'est un peu la Saint-Valentin des secrétaires. Chez Infrabel, par exemple, on a bien compris la portée symbolique que cette date peut avoir dans le cadre d'une stratégie de renforcement de la diversité dans ses rangs et, en particulier, de l'égalité hommes-femmes. La société qui gère l'infrastructure ferroviaire des chemins de fer belges ne compte que 10 % de femmes parmi ses 11 000 salariés. Alors, plutôt que de leur offrir des fleurs, elle a pris 100 places au Forum Jump – unique événement de formation à l'égalité professionnelle – de ce 8 mars à Bruxelles. Elle a proposé à trente employées d'y assister en compagnie d'une *junior* de la boîte, histoire d'enclencher un mouvement de mentorat et de sororité parmi le personnel. Le reste des places a été attribué au personnel masculin. Quelles superidées!

L'urgence de partager le pouvoir, tant sur le plan économique que politique, est le thème de la douzième édition du Forum Jump, pionnier dans l'égalité des genres en entreprise. Aujourd'hui, cette entreprise sociale belge fait des petits, notamment à Paris et à Lyon... « 3 % de CEO femmes seulement dans le monde, c'est juste inacceptable, souligne sa fondatrice, Isabella Lenarduzzi. Surtout lorsqu'on pense que les clients de ces banques et autres compagnies cotées en Bourse sont pour moitié des femmes. » En Belgique, dans le BEL20, à part Dominique Leroy, on ne voit personne. 3 %, c'est à peine

pire, si on fait le parallèle avec le monde politique, que les 5,2 % de femmes cheffes de gouvernement recensées par les Nations unies. 25 % de *senior managers* femmes, c'est à peine mieux que les 23,3 % de parlementaires nationaux au niveau mondial.

En politique, les choses s'améliorent lentement. Les pays démocratiques mettent en place des quotas. Les entreprises belges aussi, sur une proposition de Joëlle Milquet (au niveau européen, celle de Viviane Reding n'est jamais passée). Mais elle porte uniquement sur les conseils d'administration et n'est de toute façon pas respectée : « On est à 28 % de femmes dans les CA, au lieu de 33 %, et tout le monde s'en fiche », pointe Isabella Lenarduzzi. La preuve que la loi, si elle est une condition nécessaire, ne suffit pas. Les quotas dans les CA, c'est bien joli. Mais le vrai lieu du pouvoir, c'est le comité de direction. C'est là qu'est l'exécutif et, à mieux y regarder, on n'y croise que 10 à 15 % de femmes. En clair, dans les trois quarts des entreprises, les comités de direction comptent de zéro à une femme seulement. Chez Infrabel, en revanche, la parité y est totalement respectée : deux personnes sur quatre sont des femmes. D'où peut-être l'initiative originale de ce 8 mars... Isabella Lenarduzzi, elle, milite pour une composition du comité de direction publiée avec la mention du sexe des personnes qui le composent, histoire d'y voir plus clair. « Le pouvoir rend aveugle, conclut-elle. Le partager entre hommes et femmes lui rendra-t-il la vue ? » Ça vaut la peine d'essayer. Non ? ♦

3%

**seulement
des CEO des grandes
entreprises mondiales
sont des femmes, selon
les statistiques de l'OCDE !
A Bruxelles, le Forum Jump,
réclame « le partage
du pouvoir ».**

initiative originale de ce 8 mars... Isabella Lenarduzzi, elle, milite pour une composition du comité de direction publiée avec la mention du sexe des personnes qui le composent, histoire d'y voir plus clair. « Le pouvoir rend aveugle, conclut-elle. Le partager entre hommes et femmes lui rendra-t-il la vue ? » Ça vaut la peine d'essayer. Non ? ♦